

POUR UN SYNDICAT DE CLASSE

supplément syndical
du "PROLETAIRE" N° 68
(organe du
Parti communiste
international)

SEPTEMBRE 1969 - N° 3

LA GREVE DES "ROULANTS":

UNE REPOSE DE CLASSE A L'"AUSTERITE"

UN EXEMPLE POUR TOUTE LA CLASSE OUVRIERE

Déclenchée le mercredi 10 aux dépôts d'Avignon, de Nice et d'Ar-
chères, la grève des roulants de la S.N.C.F. s'est étendue comme une
trainée de poudre.

Le feu couvait depuis longtemps. En février et mars derniers, dé-
jà, les roulants avaient lancé d'eux-mêmes, en dehors de toute ini-
tiative de la hiérarchie syndicale, des arrêts de travail durant jus-
qu'à une semaine. En août, leur colère grandissante avait bien failli
éclater à nouveau ouvertement, et les bonzes syndicaux avaient dû dé-
ployer tous leurs efforts pour les retenir (voir au même moment l'atti-
tude de la C.G.T. à l'égard de la grève des contrôleurs). Aujourd'hui,
aucun discours, aucune promesse ne pouvait les calmer et les syndicats
ont dû enregistrer, qu'ils le veuillent ou non, la volonté de la base.

- Nous disons bien enregistrer. Cette grève, en effet, les roulants
et eux seuls l'ont voulue et imposée: non seulement à leur patron
mais à leurs syndicats; ceux-ci n'ont rien fait pour l'encourager,
la déclencher et encore moins l'étendre, à tel point que le mot d'or-
dre général de grève n'a jamais été lancé officiellement par les di-
rections syndicales.

Les terribles conditions de travail des roulants (c'est eux qui ont
supporté directement l'essentiel des efforts de rationalisation de la
S.N.C.F.) expliquent suffisamment leur détermination: travail de nuit
prolongé, dans la solitude d'une bruyante cabine de conduite; tension
nerveuse continuellement maintenue par les dispositifs de veille; "cou-
pures" dans le temps de travail proprement dit, souvent trop courtes
pour permettre même seulement de dormir, et qui allongent démesurément
une "amplitude" déjà trop longue (c'est à dire la durée pendant laquel-
le le cheminot reste à la disposition de la S.N.C.F.); horaires irrégu-
liers et complètement imprévisibles, repos insuffisants et dispersés.

La régularité et la précision des trains, le roulant les paie de son
sommeil, de ses nerfs, de sa vie en somme: condamné à vivre en marge,
il meurt tôt, l'organisme profondément ébranlé par un mode de vie inhu-
main.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que toutes les revendica-
tions avancées par les roulants (et sur lesquelles les syndicats gar-
dent un silence pudique dans leurs communiqués officiels, sous prétexte

de complexité technique) portent sur les conditions de travail. Voici les principales:

- pas plus de six heures de travail quand le service est pris entre minuit et 4 heures;
- pas plus de huit heures dans la journée;
- pas de "coupures" (interruption du travail pouvant aller jusqu'à 4 heures) ou inclusion de la "coupure" dans la durée du travail;
- revendications concernant les journées de repos.

Comment satisfaire ces revendications ? En augmentant le nombre des roulants, et il existe déjà dans les dépôts des cheminots possédant la qualification technique nécessaire pour "rouler", mais qui sont astreints à d'autres tâches. Pourquoi alors la direction de la S.N.C.F. fait-elle preuve d'une telle intransigeance ? Parce que la surexploitation des roulants n'est qu'un début: la "rationalisation" doit frapper progressivement toutes les catégories de cheminots, en particulier par le biais de la diminution générale des effectifs. En se battant pour l'amélioration de leurs conditions de travail, les roulants se battent donc contre le plan d' "assainissement" de la S.N.C.F. qui ne peut réussir que sur le dos de tous les cheminots.

Exemplaire déjà par la nature de ses revendications et la magnifique détermination des grévistes, la grève des roulants a une portée plus générale encore. Organisations syndicales et partis politiques avaient d'abord imposé, à partir du printemps, la "trêve électorale". Ensuite, dès la constitution du nouveau gouvernement et plus particulièrement depuis l'annonce de la dévaluation, la classe ouvrière a été bombardée de tous côtés par la propagande de la classe adverse: il fallait "tous ensemble" faire des sacrifices pour redresser l'économie, sauver la monnaie. On tentait habilement d'enfermer le prolétariat dans la mensongère solidarité nationale.

La réponse du prolétariat à la politique de l'Etat bourgeois, la grève des roulants la crie de toutes ses forces. L'économie, la monnaie, la patrie, c'est l'affaire des bourgeois, de l'ennemi de classe, c'est leur économie, leur monnaie, leur patrie. Les prolétaires, eux, ont leurs revendications à arracher et leurs organisations de classe à reconquérir en chassant de leur tête ceux qui parlent le même langage que les bourgeois. A bas la solidarité nationale, qui n'est que la collaboration des classes dont le prolétariat fait toujours les frais! Vive la solidarité de classe par-dessus les frontières !

Les grèves "sauvages" qui éclatent en Allemagne au grand effroi des bourgeois, l'agitation continuelle du prolétariat italien et, en particulier, ces jours-ci, des métallos, montrent avec éclat que les exploités ont partout les mêmes intérêts et les mêmes ennemis. Elles montrent surtout qu'ils commencent à les affronter avec leurs armes de classe.

La grève des roulants doit être un exemple pour tous les prolétaires. Pas de "trêve sociale" ! C'est avec la même détermination que toutes les catégories doivent entrer en lutte pour leurs revendications, sans se laisser endormir par les discours doucereux des bonzes syndicaux.

RENAULT:

LES ETUDES DE POSTES

Le 9 juillet dernier prenaient fin les discussions engagées depuis le 4 juin entre la direction Renault et les directions syndicales "pour améliorer le système de rémunération". Une fin brutale, puisque la direction décida d'appliquer sa propre grille de salaire et mit tout bonnement les bonzes à la porte. Pourtant, dès le lendemain, les voilà qui chantent victoire: "grand succès", "nouveau et important acquis des luttes... nous sommes parvenus à faire reculer la direction (!) grâce au millier d'actions enregistrées depuis 1951 contre les études de postes" (tract du 10/7/69).

Il est vrai que les milliers d'actions ont eu lieu: les ouvriers se battaient pour supprimer le système des études de postes, parce qu'il les divise, les soumet à l'arbitraire, aux déclassements et finalement aux baisses de salaires; ils se battaient donc d'abord pour s'unir et pour obtenir des augmentations de salaires.

Avant toute chose, constatons qu'au terme de cette "grande victoire" le système reste toujours en place. On a soi-disant reculé sur le principe, mais rien n'est changé dans les faits et nous défions quiconque de démontrer que le salaire n'est plus fixé par le système des postes.

Quels sont les effets sur les ouvriers des dispositions prises en juillet? Sont-ils plus unis? Au contraire, les voilà encore plus divisés: globalement, le nombre des taux horaires a effectivement diminué (de 105 à 54 auxquels peuvent s'adjoindre deux types de primes pour les conditions de travail). Mais regardons de plus près: pour les O.S., qui sont les plus exploités, ceux qui se battent avant tout pour s'unir et resserrer leurs rangs, on a augmenté le nombre de classes (7 au lieu de 6) en ouvrant encore davantage l'éventail des coefficients (de 130 à 160, au lieu de 125 à 148). Face à eux, la direction patronale dresse les couches qui étaient déjà les plus favorisées en décidant de les regrouper (6 classes au lieu de 13, sans modification notable de l'écart des coefficients: de 155 à 230, au lieu de 148 à 227), et en cherchant à les corrompre par l'espoir d'accéder à une nouvelle filière de super-P 3, qu'elle choisira parmi les plus soumis.

Et les salaires? La pauvreté des résultats obtenus est tellement manifeste que la direction de la CGT tente de se justifier, car elle sait bien que c'est ça qui compte pour les ouvriers et non pas une nouvelle grille: "l'objet des discussions n'est pas une augmentation des salaires", prétexte-t-elle. Par cette manoeuvre, elle espère même valoriser aux yeux des ouvriers les très maigres résultats obtenus... quand même! "Il se trouve (!) que d'une façon générale, les salaires sont augmentés différemment suivant les situations. O.S.: 1 à 5 %, Billancourt: 1 à 3 % seulement; O.P.: 2 à 5 %" (tract du 10/7/69).

Essayons de voir de plus près quelle est la consistance, en argent sonnant, de ces pourcentages fumeux que la direction de la C.G.T. s'est bien gardée, elle, de traduire. Pour les O.S., l'augmentation est de 5 à 30 centimes, c'est à dire en moyenne de 17,5 centimes. A Billancourt, augmentation de 5 à 18 centimes, soit en moyenne 11,5 centimes. Enfin, pour les O.P., l'augmentation est déjà plus grosse: de 11 à 44 centimes, soit en moyenne 28 centimes. Si bien qu'en moyenne, à Billancourt, c'est à dire pour la moitié des ouvriers de la Régie, les O.P. seront augmentés de 2,5 fois plus que les O.S.

Au total, seulement quelques miettes, et qui serviront à diviser plus

encore. Quant à la garantie du salaire, étendue à un an au lieu de 2 mois, et jusqu'à la retraite pour les travailleurs de plus de 55 ans, les bonzes la fêtent comme "l'aspect le plus positif" du résultat des discussions, alors qu'il est pourtant bien clair que la direction patronale se réserve le droit de ne plus payer, puisqu'elle met comme condition à son aumône: "que le travailleur tienne en qualité et en quantité le nouveau poste pour lequel il aura été reconnu apte" (Régie Renault, Nouveau Barème). Voilà le sort réservé aux ouvriers: on les pressure au maximum, on les écrase, on les ronge jusqu'à l'os pendant 30 ou 40 ans, et pour être bien sûr de leur avoir fait rendre la dernière goutte de sueur, on les déclasse et on leur tend la carotte de la garantie de salaire: pour l'obtenir, ils doivent soutenir leur effort encore plus, sinon c'est la mise au rebut. Nous, nous affirmons que pour l'ouvrier il n'existe et ne peut exister aucune garantie possible dans le système de production capitaliste. Pas plus de garantie du salaire que de garantie de l'emploi. Si l'on donne à l'ouvrier déclassé son ancien salaire pendant quelque temps, c'est pour reculer sa révolte et la rendre stérile lorsque ses camarades auront oublié son sort.

LA GREVE DU MANS

Voilà tout le résultat pour lequel les bonzes de la CGT ont liquidé la magnifique grève des ouvriers du Mans. Rappelons les faits.

Fin février, les ouvriers de l'atelier GG du Mans se mettaient en grève illimitée à la suite d'une baisse de salaire justifiée, selon la direction, par l'installation de l'atelier dans un bâtiment plus moderne.

Les ouvriers se battaient sur un terrain de classe: pour la suppression des divisions créées par l'odieux système des études de postes. Quelle magnifique occasion d'unifier la classe, de lier cette lutte aux centaines d'autres éclatant partout sur la même revendication, et qui n'ont cessé, de l'aveu même des dirigeants, même pendant les discussions! Voilà ce qu'aurait fait le syndicat de classe.

C'était bien une question fondamentale. L'attitude de la direction en fournit la preuve. Elle ne cède pas, elle en fait une véritable épreuve de force, elle "refuse coûte que coûte une revendication qui ne lui aurait coûté presque rien" (tract du 3/3). Et c'est vrai, ça ne lui aurait coûté presque rien. Mais ce que la direction refuse, c'est de remettre en cause les systèmes qui, en divisant toujours plus les ouvriers (études de postes, primes) et en liant leur sort au développement de la production, sont une des bases de son système d'exploitation.

Toute la trahison des bonzes est là: les ouvriers se battent sur un terrain de classe, pour une revendication qui intéresse l'ensemble du prolétariat, la direction le sait et défend pied à pied ses positions. Mais dans ce conflit, une fois de plus, les directions syndicales renient leur rôle et se rangent aux côtés du patronat.

Au début, Messieurs les bonzes, contraints pas la combativité ouvrière, vous avez appelé à la lutte, à votre manière bien entendu. Forcés de reconnaître que "au-delà de cette revendication, c'est le procès de tout le système d'études de postes qui fut mis à l'ordre du jour", que c'est donc une question générale, vous appelez "tous les travailleurs de l'usine à intensifier leurs luttes pour la refonte de la grille et des coefficients à partir de leurs revendications particulières" (tract du 27/2).

Singulière conception de l'unité! Au lieu d'unifier, vous renvoyez chacun se battre pour ses revendications particulières, dans son atelier, dans son service, "sans déborder de ce cadre", et avec quelles méthodes!

"débrayages, délégations, prises de parole" (tract du 3/3).

Puis vous isolez les travailleurs du Mans en présentant leur revendication comme un problème purement local: "à qui fera-t-on croire que la direction craigne qu'en accordant satisfaction aux 160 travailleurs, elle provoque des réactions en chaîne alors qu'il s'agit d'une simple restitution de ce qui a été retiré il y a quelques mois ?" (tract du 3/3).

Ainsi vous refusez de centraliser, de coordonner la lutte, ce qui est la fonction du syndicat de classe, et vous laissez ainsi le patron libre de prendre l'initiative. C'est le lock-out. Vous scandalisez alors de cette décision, cherchant le responsable ("Où veut-on en venir, qui est à l'origine d'une telle décision" (tract du 3/3), vous jouez les matamores: "les 3 syndicats ne permettront pas que des milliers de travailleurs soient victimes de cette décision", alors que c'est vous qui livrez sans défense les travailleurs au patronat en étouffant leur combativité.

Tandis que vous désolidarisez les lock-outés des grévistes du Mans, vous avez le champ libre pour faire rentrer l'ordre au Mans. Ce fut fait de main de maître: après deux jours de grève, vous conseillez la reprise du travail, osant prétendre qu'on a déjà obtenu du sensationnel: la promesse d'ouverture de discussions sur le système de rémunération dans trois mois, le 1^{er} juin 1969: "l'engagement de la direction (réunir les syndicats le 1^{er} juin) qui constitue un recul très important, et qui marque un premier succès de 15 années de luttes contre les études de postes, ne serait tenu que dans la mesure où le travail reprendrait aujourd'hui au Mans (tract du 27/2)".

Mais ça ne vous suffit pas de liquider la lutte présente pour d'hypothétiques négociations à venir. Vous poussez la trahison jusqu'à mentir de la façon la plus ignoble aux ouvriers du Mans. Car relisons l'accord Renault signé le 15 juin 1968: "A partir du 1/6/69, des discussions s'engageront avec les organisations syndicales sur l'amélioration du système de rémunération". Alors, où est ce "recul très important", ce "premier succès de 15 ans de luttes" ? Il faut trahir consciemment quand on sort du tiroir un accord oublié pour le présenter triomphalement aux ouvriers comme une victoire arrachée par leur lutte, à seule fin de briser la grève.

Vous estimant alors satisfaits, en bons négociateurs, de cette promesse de discussion, vous abandonnez complètement les grévistes du Mans à leur isolement: "Nos camarades consultent les travailleurs intéressés, mais il est peu probable que ceux-ci acceptent de reprendre le travail si la direction ne veut pas satisfaire leur revendication" (tract du 27/2).

Ce qui signifie: nous, nous avons fait le maximum, nous "consultons"; mais si les ouvriers, eux, veulent continuer la grève, ça les regarde. La direction de la CGT, qui se proclame responsable (vis à vis de la Direction) quand il s'agit d'assurer la bonne marche de l'entreprise, perd complètement le sens des responsabilités (vis à vis des travailleurs) quand il s'agit de diriger une lutte.

Après avoir bien laissé pourrir la grève, les syndicats font débrayer à nouveau les ouvriers du Mans complètement isolés; finalement, abandonnés aux menaces de la Direction, ceux-ci roivent reprendre le travail.

La Direction patronale triomphe. Elle n'a rien cédé dans l'épreuve de force que les ouvriers avaient acceptée, eux, mais devant laquelle la direction de la CGT s'est dérobée, trop heureuse de montrer au patronat quelle fidèle alliée elle est. La Direction affirme alors avec force qu'

elle reste le maître: "les ouvriers ont repris le travail à la demande des organisations syndicales sans que la direction ait fait aucune concession sur ces trois points (augmentation des cotations, paiement des jours de grève, prime de mars). C'est après la reprise du travail que le point 3 - et seulement le point 3 - a été accepté" (Régie Renault - Bulletin d'information des cadres et maîtrise).

ET MAINTENANT ?

Pour les plus défavorisés d'entre vous, une plus grande division encore, et pour les salaires, rien. Voilà toute la grande victoire à laquelle ont abouti, selon les directions syndicales, 18 ans de luttes. La direction patronale impose sa grille de rémunération, et les bonzes syndicaux s'apprêtent à remplir leur rôle de larbins du capital: "Voici les principales dispositions envisagées par la Direction et que nous devons imposer dès le retour des congés en septembre" (tract du 10/7).

La CGT propose donc que dans chaque catégorie, on se batte pour obtenir le taux maxi correspondant à sa classe. Belle perspective ! Pourtant, vous savez très bien que la Direction n'accordera pas le taux maxi à tous les ouvriers: ce serait une augmentation générale des salaires. Et vous voulez que les ouvriers isolés imposent par des actions individuelles ce que vous les avez empêchés d'obtenir alors que se développait une lutte décidée qui ne demandait qu'à se généraliser.

En réalité, vous remettez les ouvriers entre les mains de la bourgeoisie qui a inventé ces différents taux afin de corrompre et de diviser le prolétariat. Car vous savez bien que les ouvriers ne pourront l'obtenir, ce taux maxi, qu'en se crevant à la tâche ou en se faisant serviles. Et pour les rares d'entre eux qui l'obtiendront, au prix d'une plus grande concurrence des ouvriers entre eux, ce sera en réalité une défaite de classe: "Le résultat véritable de leur lutte est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs" (Marx). Et c'est cette unité que vous brisez constamment en prétendant que chaque catégorie ou chaque atelier a des revendications particulières à défendre.

Le problème pour lequel ont lutté les ouvriers du Mans n'était pas particulier à leur usine, mais c'est le même problème qui se pose pour tous les travailleurs de toutes les usines, non seulement en France, mais dans le monde entier. Partout le Capital tend à diminuer les salaires, à augmenter la productivité du travail en licenciant des ouvriers et en les remplaçant par des machines plus modernes, à augmenter les rythmes de production, à allonger la journée de travail (par les heures supplémentaires).

C'est l'opportunisme qui empêche les ouvriers de donner une riposte générale à cette offensive générale du patronat, en faisant tout pour que les ouvriers ne se rendent pas compte de cette situation, et en déviant les luttes vers de faux objectifs (garantie de l'emploi, échelle mobile, droit syndical) qui leur ôtent toute signification et qui ne visent qu'à retarder la constitution du prolétariat en classe.

Dans sa lutte contre l'offensive du Capital, le prolétariat devra jeter les bonzes à la porte pour faire de la CGT une CGT rouge !

LISEZ

LE PROLETAIRE

en vente dans les principaux kiosques

Ronéotypé au siège de "Programme communiste"